



RAPPORT SUR L'ETAT DE LA SOCIETE CIVILE 2019

L'ANNEE EN REVUE





En vue des élections de septembre, des manifestations de femmes ont eu lieu dans tout le Brésil pour protester contre le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, finalement vainqueur.

Crédit : Victor Moriyama/Getty Images

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE CE RAPPORT	4
AVANT- PROPOS DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE.....	5
SOMMAIRE EXÉCUTIF.....	6
TENDANCES CLES EN 2018.....	8
RECOMMANDATIONS.....	19
CRÉDITS.....	20
SECTION 1: PROTESTATIONS À PROPOS DE PROBLÈMES QUOTIDIENS..	23
SECTION 2: CONTESTER L'EXCLUSION ET REVENDIQUER DES DROITS.....	67
SECTION 3: L'ETAT DE LA DEMOCRATIE EN 2018	145
SECTION 4: LA SOCIÉTÉ CIVILE AU NIVEAU INTERNATIONAL.....	237

Date de publication : juillet 2019

Photo de couverture : Lors de la Journée internationale de la femme, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en signe de protestation et de célébration sur l'Avenida 18 de Julio à Montevideo, en Uruguay.

Crédit : Inés M. Pousadela



Des citoyens philippins ont défilé pour demander la fin des contrats de travail temporaires à la veille du discours du président Duterte sur l'Etat de la Nation, en juillet.

Crédit : Jes Aznar/Getty Images



Des journalistes du Bangladesh forment une chaîne humaine pour protester contre les attaques dont ils sont victimes lorsqu'ils couvrent des manifestations.

Crédit : Mamunir Rashid/Photo via Getty Images

A PROPOS DE CE RAPPORT

Depuis 2012, CIVICUS publie un Rapport annuel sur l'état de la Société Civile afin d'analyser l'impact des événements et des tendances actuels sur la société civile, et la manière dont celle-ci répond aux principaux enjeux et défis du moment. Il s'agit de la huitième édition de notre rapport, qui met l'accent sur l'action de la société civile et les tendances qui l'ont affectée en 2018.

Notre rapport provient de la société civile et lui est destiné, en s'appuyant sur plus de cinquante entretiens et articles écrits par des militants, des dirigeants et des experts issus de la société civile, et par d'autres personnes au fait des grands événements du moment. Notre rapport 2019 est également alimenté par le programme de recherche, d'analyse et de plaidoyer de CIVICUS, ainsi que par le travail de nos membres, réseaux et partenaires. En particulier, il présente les résultats du **Monitor CIVICUS**, notre plate-forme en ligne qui suit la situation de la société civile dans 196 pays. Notre rapport couvre quatre domaines clés dans lesquels la société civile a été particulièrement active en 2018 :

- Les problèmes du quotidien et les manifestations populaires
- La contestation de l'exclusion et la revendication des droits
- L'état de la démocratie
- L'engagement de la société civile au niveau international

AVANT – PROPOS

LYSA JOHN, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE CIVICUS

Cette huitième édition annuelle de notre Rapport sur l'état de la société civile est un appel à replacer la valeur de la compassion au cœur de nos sociétés à un moment où elle est attaquée avec toujours plus de vigueur.

En Méditerranée et dans les déserts entourant la frontière américano-mexicaine, la société civile est vilipendée et criminalisée simplement pour tenter de sauver la vie de personnes forcées de faire des traversées dangereuses. Au lieu de comprendre la nécessité et les craintes immenses qui poussent les gens à fuir les conflits, la répression et la pauvreté, on fait comprendre aux citoyens qu'il est acceptable que certaines personnes meurent, ou se voient refuser des droits essentiels, simplement parce qu'elles viennent de lieux différents, ont une peau de couleur différente ou pratiquent une autre religion. Nous pensons que le droit d'offrir une réponse humanitaire fait l'objet d'attaques sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous vivons dans un contexte politique où les dirigeants populistes de droite sont capables de mobiliser d'importants secteurs de la population contre divers groupes exclus : femmes, groupes ethniques et religieux minoritaires, réfugiés et migrants, peuples autochtones, personnes LGBTQI. Ces politiciens persuadent les citoyens que leurs problèmes – insécurité, inégalité, pauvreté, impuissance – peuvent être résolus en attaquant ces groupes, plutôt qu'en redistribuant le pouvoir politique et économique. Partout, la société civile qui défend les droits des groupes exclus et conteste le pouvoir politique et économique est de plus en plus attaquée. Les murs et les frontières sont renforcés et les institutions internationales sont ébranlées.

Notre rapport présente une alternative à la situation actuelle, une alternative inspirée par une vision de compassion, de commune 'humanité, de dignité



humaine et de droits humains pour tous. Elle exige des sociétés organisées autour des libertés démocratiques, des espaces ouverts pour la société civile, de multiples plateformes pour que les groupes exclus puissent faire entendre leur voix, l'équité économique et un internationalisme démocratique. Comme le décrit notre rapport, la société civile travaille déjà à faire de cette vision une réalité à travers de groupes organisés, de mouvements sociaux et de manifestations spontanées. L'histoire de l'année dernière n'était pas seulement un recueil d'événements de répression et de conflits : notre rapport explique en détail comment la société civile a aidé à expulser des dirigeants corrompus, à gagner des droits – par exemple, pour les femmes et les personnes LGBTQI – et à générer des pressions pour que des mesures sur la question du changement climatique soient prises.

Pour donner suite à ce rapport, l'alliance mondiale CIVICUS redoublera d'efforts pour soutenir, unir et renforcer les nombreuses expressions courageuses de la société civile qui réaffirment le pouvoir de la compassion. Nous pensons que notre rapport offre une excellente occasion d'encadrer des discussions pertinentes pour la société civile dans le monde entier. Nous vous encourageons tous activement à utiliser le contenu de ce rapport pour mieux comprendre l'engagement et les actions que les petits et les grands groupes déploient dans le but de créer un monde plus juste, et nous sommes ouverts à toute réflexion inspirante que vous pourriez vouloir partager pour étendre ce discours dans le domaine public et lors de la formulation de politiques.

Solidairement,

Lysa John

SOMMAIRE EXECUTIF

UNE ANNEE DE CONTRASTES ET DE CONTESTATIONS

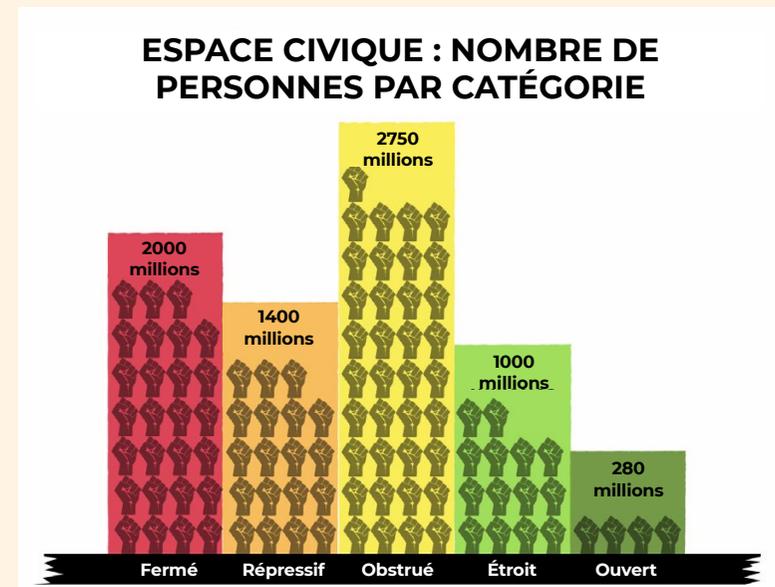
2018 fut une autre année de puissantes revendications autour des droits fondamentaux. D'un côté s'alignent des populistes de droite malveillants qui partagent les mêmes intentions, des présidents autoritaires au pouvoir et prêts à tout pour le maintenir, de grandes entreprises peu scrupuleuses et des groupes extrémistes luttant activement contre les droits humains et la justice sociale. Ils ont bafoué les droits fondamentaux, ont attaqué les groupes marginalisés, ont fait valoir leurs intérêts personnels, ont nié le changement climatique. De l'autre côté se tiennent les rangs de la société civile progressiste, promotrice des droits humains, et les citoyens qui, dans de multiples contextes, se sont courageusement avancés pour réclamer la parole qui leur était refusée. Nous avons revendiqué la valeur de la compassion et notre commune humanité, et avons exigé des droits et la dignité pour tous. Nos valeurs ont parfois semblé très éloignées les unes des autres, et la lutte a été inégale.

Durant l'année 2018, les forces rétrogrades ont gagné du terrain. L'espace pour la société civile – l'espace civique – souffre aujourd'hui de sérieuses attaques dans **111 pays du monde** – bien plus de la moitié – et seulement quatre pour cent de la population mondiale vit dans des pays où les libertés fondamentales de la société civile – d'association, de réunion pacifique et d'expression – sont respectées. D'importantes restrictions de l'espace civique sont désormais observées sur tous les continents. Lors d'élections organisées au cours de l'année 2018 certains populismes de droite sont arrivés au pouvoir, notamment au Brésil et en Italie, ou à défaut ont pris de plus en plus de poids et d'influence sur le discours politique, dans une multitude d'autres pays.

Ce n'était pas seulement un jeu politique abstrait, car les femmes, les LGBTQI, les groupes ethniques et religieux minoritaires, les migrants et les réfugiés ont ressenti la force de l'hostilité et de la violence. Partout où des groupes marginalisés ont été attaqués, la société civile progressiste et luttant en faveur des mêmes droits, l'a été aussi.

Pendant ce temps, une grande partie des institutions internationales a essayé de lutter, entravée par les intérêts et les alliances d'États puissants, ne réagissant guère aux grands défis du moment, échouant dans la lutte contre les inégalités écrasantes, passant sous silence les violations des droits humains comme en Arabie saoudite et au Soudan, laissant tomber le peuple de Syrie et les Rohingya du Myanmar, parmi beaucoup d'autres.

Il était tentant d'interpréter cela non seulement comme une confrontation



Source : Qualification de l'espace civique, par pays, selon le Monitor CIVICUS.

de valeurs, mais aussi comme une opposition entre les faibles et les puissants, dont les conséquences sont inévitables. Cependant, au sein de la société civile et à maintes reprises, nous avons développé et démontré notre propre pouvoir. En 2018, dans certains endroits – comme en Arménie – l’opposition de masse face aux dirigeants essayant de gouverner indéfiniment est devenue inéluctable, entraînant un changement qui pourrait se révéler décisif. Il y eut des avancées en matière de droits – notamment le droit à l’avortement en Irlande et les droits LGBTQI en Inde – grâce à une société civile qui s’est organisée, connectée en réseaux, a revendiqué et s’est faite entendre. Dans toute l’Amérique latine, la société civile s’est mobilisée pour accueillir et aider les migrants déracinés du Venezuela par une crise politique et économique qui est devenue une crise humanitaire. Dans un pays après l’autre, beaucoup sont poussés, à cause de l’augmentation du coût de la vie, du manque d’emplois décents, de services publics et de politiques de logements peu satisfaisants, de la corruption et des inégalités auxquelles ils sont confrontés quotidiennement, à s’élever contre l’exclusion qui maintient la majorité dans la pauvreté alors que les élites continuent de s’enrichir.

Lorsque les institutions de gouvernance ont déçu les gens, ces derniers se sont rassemblés afin de les exhorter à être à la hauteur de nos attentes. Aux États-Unis, les victimes des fusillades sont devenues des activistes et ont fait progresser le débat sur le contrôle des armes à feu bien plus que ce que les politiciens avaient réussi à faire pendant des décennies. Lorsque les négationnistes du changement climatique ont bloqué l’action internationale sur les urgences climatiques, une étudiante suédoise, Greta Thunberg, a lancé un mouvement de grève scolaire qui a rapidement traversé les continents ; des personnes encore trop jeunes pour voter ont pris part à une action directe pour discréditer ces adultes qui ne parvenaient pas à protéger leur avenir.

Ces exemples inspirants – et bien d’autres abordés dans notre rapport – ont montré que les gens ont le pouvoir d’insuffler le changement, aussi bien par l’action individuelle que par les organisations que nous formons



En août, l’étudiante Greta Thunberg a initié une grève scolaire en manifestant devant le Parlement suédois, pour générer une prise de conscience concernant le changement climatique.

Crédit : Michael Campanella/Getty Images

et les réseaux que nous créons. C'est à nous, membres de la société civile organisée, qu'il incombe d'aider à habiliter l'action citoyenne, à canaliser, à soutenir et à connecter l'énergie activiste, en défendant un monde fondé sur les droits, la dignité, la compassion et notre commune humanité ; et à construire une alliance citoyenne gagnante: en d'autres mots, démontrer le pouvoir d'agir ensemble.

TENDANCES CLES EN 2018

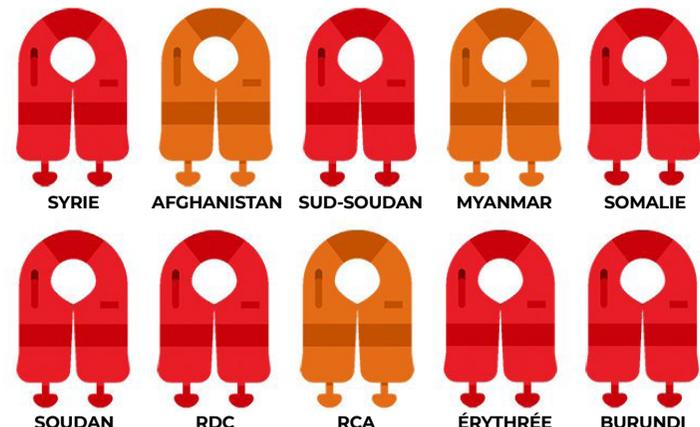
OU EST PASSEE LA COMPASSION? UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LA REPOSE HUMANITAIRE

L'attaque contre l'espace civique décrite dans les éditions précédentes de ce rapport s'est poursuivie à tous les niveaux, mais avec un danger accru pour des groupes particuliers. Cette année a eu lieu une recrudescence alarmante des attaques contre l'espace civique des organisations de la société civile (OSC) qui apportent une réponse humanitaire aux migrants et aux réfugiés. C'est le cas en Europe, où les gens transitent dangereusement par l'Afrique du Nord afin de traverser la mer Méditerranée, et à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Les gouvernements européens qui bordent la Méditerranée – comme la Grèce, l'Italie et Malte – ont démissionné de leur responsabilité de sauver les gens de la noyade, abandonnant le problème aux mains des garde-côtes libyens, complices de violations des droits humains et impliqués dans le trafic d'êtres humains. En outre, les gouvernements font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la société civile d'organiser ses propres opérations de recherche et de sauvetage. Aux États-Unis, les OSC ont été empêchées de fournir des réserves d'eau vitales aux personnes qui s'aventuraient dans la dangereuse traversée du désert. Les OSC qui travaillent pour soutenir des personnes en proie au désespoir – risquant leur vie pour fuir les conflits, la répression et la pauvreté – ont été taxées

de criminelles et de trafiquants d'être humains et, dans certains cas, encourent des sanctions pénales pour le simple fait d'avoir fourni de l'aide.

Motivée par la compassion et un sentiment d'humanité commune, la société civile cherche des réponses pour aider les plus défavorisés. Mais les valeurs fondamentales qui sous-tendent l'action humanitaire sont attaquées comme jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. La société civile, agissant selon des motivations humanitaires, est confrontée à une marée montante de mesquinerie à l'échelle mondiale, à un déficit de compassion collective. C'est pourquoi nous avons besoin d'une nouvelle campagne de sensibilisation, tant au niveau mondial que national, pour réaffirmer et protéger le droit à l'action humanitaire. Nous devons plaider

QUALIFICATIONS DE L'ESPACE CIVIQUE POUR LES PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES RÉFUGIÉS



● FERMÉ ● RÉPRESSIF ● OBSTRUÉ ● ÉTROIT ● OUVERT

Les données sur les pays d'origine des réfugiés proviennent du Rapport annuel 2017 de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

en faveur de la compassion comme pilier fondamental de toute société décente.

RABAISSEZ LES PLUS FAIBLES : LES ATTAQUES CONTRE L'ESPACE CIVIQUE DES GROUPES EXCLUS

Les attaques contre la réponse humanitaire de la société civile à l'égard des migrants et des réfugiés s'inscrivent dans un schéma plus large. En effet, les migrants, les réfugiés et les groupes ethniques et religieux minoritaires sont dénigrés par les politiciens populistes de droite, les groupes anti-droits humains et les citoyens que l'on persuade de s'en prendre aux plus vulnérables afin de résoudre leurs préoccupations toutefois légitimes concernant l'insécurité, les inégalités, la pauvreté et l'isolement du pouvoir. Dans toute l'Europe, d'importants blocs de population se mobilisent contre les groupes exclus, et les identités ethniques et religieuses majoritaires sont instrumentalisées au nom d'intérêts nationaux restreints pour semer la division à des fins politiques. Ailleurs, comme en Chine et en Inde, les groupes exclus sont persécutés dans le cadre d'une stratégie consciente visant à promouvoir une version officielle réductrice et artificiellement homogène de l'identité nationale.

Bien que l'année ait été marquée par des moments inspirants au cours desquels les gens se sont levés pour contester leur propre exclusion, comme ce fut le cas des mouvements #MeToo au Cameroun, au Chili et en Corée du Sud, il y a aussi eu de nombreux cas où des groupes privés de droits et de voix de longue date ont été attaqués, ainsi que la société civile qui les défend. Ils l'ont été car ils défient le pouvoir des élites économiques et politiques, tant les anciennes élites qui ont bénéficié de décennies de néolibéralisme économique mondialisé que les nouvelles élites des dirigeants populistes de droite qui promeuvent un nationalisme économique strict. La société civile qui défend les droits des femmes a été attaquée parce qu'elle remet en question les relations de pouvoir économique et les bases de soutien conservatrices de nombreux



Les femmes sud-coréennes ont protesté contre le harcèlement sexuel et l'utilisation illégale de caméras espion.

Crédit : Jean Chung/Getty Images

“

LA SOCIÉTÉ CIVILE
ET LES FORCES
PROGRESSISTES
DU MONDE ENTIER
ONT BESOIN
D'UN NOUVEAU
PARADIGME : UNE
NOUVELLE VISION
DU MONDE ET DE
SES PROBLÈMES,
UNE IDÉE CLAIRE
DE LA MANIÈRE
DONT NOUS
ENTENDONS
APPORTER LE
CHANGEMENT.

”

dirigeants politiques. La société civile LGBTQI a été attaquée parce qu'elle représente un défi pour ces mêmes membres conservateurs, renforcés par des tabous sociaux. La société civile qui défend les droits des peuples autochtones, les droits environnementaux et les droits fonciers face au vaste pouvoir des entreprises souvent transnationales, et aux connections entre les entreprises et les États, a été attaquée parce qu'elle remet en cause le pouvoir économique et la corruption qui y est associée. Les syndicats ont été attaqués parce qu'ils réclament des droits du travail et des salaires décents, attirent l'attention sur les inégalités économiques et d'autres impacts négatifs du néolibéralisme, et contestent ainsi le pouvoir économique établi. Dans de nombreux contextes, les médias indépendants ont été attaqués pour avoir rendu compte de ces luttes et dénoncé des actes répréhensibles.

En réponse à cela, les acteurs de la société civile doivent s'efforcer davantage pour analyser, comprendre et dévoiler les politiques et les mécanismes de pouvoir qui sous-tendent les restrictions de l'espace civique, et développer des stratégies spécifiques pour défendre et habiliter l'espace civique des groupes de la société civile les plus concernés par ces attaques.

UNE NOUVELLE VISION: UNE NECESSITE DE PLUS EN PLUS URGENTE

Dans tous les pays où les forces populistes de droite ont progressé, la société civile a réagi en se mobilisant pour défendre les droits et en rassemblant des personnes animées du même esprit pour rejeter les messages de haine et de division. Cependant, nos réponses ont souvent été défensives et réactives, et donc quelque peu dispersées et déconnectées. Nous nous sommes concentrés sur la lutte contre les attaques de la droite, contre la désinformation délibérée, et sur le maintien des acquis des dernières décennies. Il n'est plus nouveau de dire qu'en réponse à la poussée populiste de droite, la société civile et les forces progressistes du monde entier ont besoin d'un nouveau paradigme : une nouvelle vision du monde et de ses problèmes, une idée claire de la manière dont nous entendons apporter le changement et une nouvelle façon de parler de nous-mêmes et de ce que nous défendons – qui fasse écho chez les citoyens en colère et défie les détenteurs du pouvoir qui nous ont tous déçus. Mais la nécessité de cette vision convaincante est devenue de plus en plus urgente.

En son absence, les dirigeants populistes de droite ont continué à canaliser et à manipuler la plus grande partie de la colère publique. Dans un pays après l'autre, les gens ont continué à rejeter les politiciens de l'establishment et la politique conventionnelle, et en 2018, ce rejet a parfois marqué une rupture avec le passé, qui semble prometteuse pour une société civile progressiste et

axée sur les droits. Cela a été le cas au Mexique, où des partis politiques établis de longue date, ayant institutionnalisé l'impunité des coupables de corruption et ayant présidé à des décennies de faillite, ont été rejetés. Dans certains cas la fragmentation, la division politique et la polarisation ont prévalu, les gens se dispersant sur l'ensemble de l'éventail politique. Mais la colère a surtout pris une tournure à droite et a entraîné toute la palette politique dans son sillage, les partis établis ayant fait des concessions pour tenter de regagner leurs partisans. L'exemple le plus préoccupant de 2018 a été l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil, après sa campagne électorale sur la base d'un programme misogyne, homophobe et anti-droits, qui a entraîné des revers immédiats pour de nombreux membres de la société civile. Le leader hongrois Viktor Orbán, une figure inspiratrice des populistes de droite du monde entier, a remporté une nouvelle victoire écrasante et a redoublé ses attaques contre les migrants et les réfugiés, ainsi qu'à l'encontre de la société civile. L'Italie est maintenant gouvernée par une coalition anti-société civile, anti-migrants et anti-Union européenne. Comme le suggère l'exemple de l'Italie, les mouvements populistes de droite ont tendance à unir les gens, moins autour de ce qu'ils défendent que de ce à quoi ils s'opposent.

En réagissant en tant que société civile, nous devons développer un argumentaire positif qui change le calcul de ceux qui sont recrutés dans des coalitions négatives, qui amène les gens avec nous sur la base de ce que nous défendons plutôt que ce contre quoi nous luttons, et qui offre des solutions réelles plutôt que des réponses simplistes et trompeuses qui sont l'apanage des politiciens populistes. Nous devons mettre en évidence les contradictions dans les arguments de l'extrême droite et montrer de quelle façon leurs idées s'effondrent dès qu'elles sont mises à l'épreuve dans les pays où elles sont arrivées au pouvoir. Nous avons besoin d'une vision ambitieuse mais réalisable, qui débloque notre pouvoir collectif de changer nos sociétés, corrige la polarisation et mobilise les peuples ensemble sur une base de solidarité humaine. Nous avons besoin d'une réponse qui développe et répande la compassion, et qui montre

clairement que les grands défis actuels – le changement climatique, l'échec économique, l'insécurité – ne peuvent être relevés que par des solutions qui transcendent les frontières.

Les OSC, souvent accusées de faire partie du problème et de représenter les élites cosmopolites, ne peuvent imposer une nouvelle vision du haut vers le bas ; celle-ci doit être construite à partir de la base. Cela exige donc beaucoup plus de liens avec les citoyens, une écoute plus attentive et davantage de mesures pour renforcer la confiance en berne du public dans la société civile.

L'URGENCE DU QUOTIDIEN : LES PROTESTATIONS AU PREMIER PLAN

Tout nouveau paradigme doit comprendre les fondements économiques et matériels de la colère et des privations ressenties par beaucoup. La majorité des protestations de 2018 abordées dans notre rapport ont porté sur ce que l'on pourrait qualifier de questions fondamentales et quotidiennes, plutôt que sur de nobles appels à des objectifs abstraits. Souvent, les protestations ont été déclenchées par l'augmentation du prix du carburant ou des biens de première nécessité. Les gens ont exigé des emplois et des salaires décents, des services publics et des conditions de logement convenables. Dans une frange de pays d'Afrique centrale et d'Afrique occidentale, les protestations ont été le résultat de la colère face aux politiques d'austérité imposées par les gouvernements, aggravant la situation des populations. De nombreuses personnes doivent faire plus avec de moins en moins, et deviennent vulnérables à des changements, même minimes, dans les coûts essentiels. En 2018, il a semblé qu'il en fallait peu pour mettre le feu aux poudres : quand les gens ont l'impression d'avoir peu à perdre, il suffit d'un rien pour faire éclater des protestations. La répression de la part du gouvernement a bien souvent été la réponse à de nombreuses protestations sur ces questions quotidiennes. Alors même que les manifestants ne considéraient pas soulever des problèmes politiques, il est apparu clairement que les gouvernements l'ont considéré



En janvier, les forces de sécurité sont intervenues lors d'une manifestation du mouvement de jeunesse tunisien Fech Nestanneh ("Qu'attendons-nous?") contre le coût élevé de la vie, devant le parlement tunisien.

Crédit : Yassine Gaidi/Anadolu Agency/Getty Images

comme tel, et s'en sont inquiété.

En tant que société civile, nous devons toujours faire preuve d'empathie à l'égard des personnes en difficulté et comprendre les problèmes matériels déclencheurs de protestations. Dans le même temps, nous devons être conscients du risque que de telles protestations se replient vers l'intérieur, s'organisent autour d'intérêts sectoriels restreints ou non-inclusifs et concentrent leur colère sur les groupes qui ont le moins de pouvoir, plutôt que sur ceux qui prennent les décisions. Nous devrions nous efforcer

d'établir des liens entre les différentes manifestations motivées par des questions telles que les prix des denrées alimentaires et du carburant, la médiocrité des services publics, les bas salaires et les droits du travail limités. Nous devons continuer à plaider pour que le droit de réunion pacifique soit respecté lors de chaque manifestation.

DES REPONSES MATERIELLES : VERS UNE NOUVELLE ECONOMIE

Bien sûr, les thèmes des protestations ont été bien au-delà de la nourriture et du carburant ; dans de nombreux cas, le changement dans les coûts quotidiens pour les personnes vivant dans la précarité a été le point déclencheur après des années de frustrations accumulées: le fait de n'être pas écouté, l'exclusion du pouvoir, des politiciens qui semblent seulement intéressés par la pérennisation de leur propre pouvoir, la corruption. Cette dernière représente un véritable fléau qui peut provoquer une explosion des manifestations comme cela a été le cas en Haïti ou en Roumanie. Dix ans après la crise économique qui a touché de nombreuses régions du monde, les gens en ont assez de lutter quotidiennement pour leur survie. Le néolibéralisme économique mondialisé qui est l'orthodoxie depuis les années 1980 est clairement en train de décevoir de nombreuses personnes. Les gens contrastent leur propre précarité avec l'augmentation constante de la richesse de l'élite, la corruption, l'évasion et la fraude fiscales, l'impunité des riches et les liens étroits entre les élites politiques et économiques, observés à tous les niveaux, du village aux institutions internationales. C'est pourquoi les appels au nationalisme économique étroit lancés par les politiciens populistes de droite en séduisent plus d'un.

En conséquence, il est nécessaire de remettre en question à la fois le néolibéralisme mondialisé et le nationalisme économique étroit. En tant que société civile, nous devons mener le débat sur la façon dont nous pouvons collectivement progresser vers une économie plus démocratique, responsable et post-néolibérale au service de tous. Au sein de la société civile, nous avons protesté contre les accords commerciaux néolibéraux

radicaux et antidémocratiques qui renforcent le pouvoir des entreprises, et contre les politiques d'austérité imposées par les institutions financières internationales. Nous nous sommes engagés dans les réunions du G20 et dans des processus visant à élaborer un traité international contraignant sur les sociétés transnationales et les droits humains. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la société civile a réalisé une avancée majeure en 2018 avec l'adoption de l'Accord d'Escazú, un traité contraignant adopté grâce à une large implication de la société civile dans son développement. Ce traité étend la protection des droits des défenseurs de l'environnement, qui ont longtemps été victimes d'attaques de la part des entreprises multinationales.

Mais en même temps, un bon nombre de membres de la société civile, venant d'un milieu qui tend à se concentrer sur les droits de l'homme et le développement durable, n'est pas toujours capable de s'attaquer aux détails des arguments macroéconomiques. Cela doit changer et nous devons nous placer à l'avant-garde du débat économique. Il ne faut pas laisser le champ libre aux économistes profondément attachés à l'orthodoxie néolibérale.

L'AFFAIBLISSEMENT DU MULTILATERALISME : LE SYSTEME INTERNATIONAL SOUS PRESSION

Les populismes de droite et les voix progressistes sont parfois devenus des compagnons de route improbables en rejetant tous deux les accords commerciaux néolibéraux – bien que pour des raisons différentes. Mais plus généralement, la société civile qui opère au niveau international est de plus en plus préoccupée par l'affaiblissement évident des institutions internationales. Que nous collaborions avec les organismes internationaux de défense des droits de la personne pour inciter les États à rendre des comptes sur leur bilan en matière de droits humains et à diffuser des normes progressistes, que nous utilisions les occasions offertes par les tribunes internationales pour réclamer la solidarité et attirer l'attention



QUALIFICATION DE L'ESPACE CIVIQUE DES MEMBRES DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DEPUIS 2019



Les données pour tous les pays membres de l'ONU sont disponibles sur www.monitor.civicus.org



La procureure Fatou Bensouda s'adresse à l'Assemblée des États membres de la Cour Pénale Internationale, le tribunal en charge de juger les personnes accusées de génocide, guerre, agression et crimes contre l'humanité.

Crédit: Abdullah Asiran/Anadolu Agency/Getty Images

sur les restrictions de l'espace civique au niveau national, ou encore que nous menions des campagnes pour la bonne mise en œuvre des accords internationaux clés, comme l'Accord de Paris sur le changement climatique et les Objectifs du Développement Durable, nous avons fait le constat que les espaces sont toujours plus restreints et les défis toujours plus grands.

Le système international et les méthodes de travail multilatérales sont en train d'être réécrits par des États puissants qui refusent de respecter les règles – notamment la Chine, la Russie, les États-Unis et un grand nombre d'États depuis peu dirigés par des dirigeants populistes de droite. Les frontières se ferment et des murs sont érigés. La souveraineté nationale – au sens étroit de la souveraineté présidentielle, plutôt qu'entendue comme inclusive et démocratique – est réaffirmée et utilisée comme une excuse pour passer outre les accords internationaux. Le principe de non-

ingérence est de plus en plus invoqué, souvent de manière hypocrite par des États puissants qui interfèrent de manière sélective ou secrète.

Les attaques contre les institutions internationales prennent trois formes principales: premièrement, des États réprimant les droits rejoignent des organismes internationaux – comme ce fut le cas en 2018 lorsqu'une série d'États violant les droits, notamment Bahreïn, le Bangladesh et l'Érythrée, ont adhéré au Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU), ce qui signifie que 62% de ses membres sont désormais des États soumis à de graves restrictions d'espace civique. Leur présence rend moins probable une action décisive de l'organisation face à la violation des droits humains.

Deuxièmement, certains États se retirent des institutions et accords internationaux. Les États-Unis ont lancé la tendance ; les Philippines se retirent de la Cour pénale internationale pour chercher à éviter toute responsabilité internationale concernant la violation généralisée des droits de l'homme dans le pays. En 2018, une série d'États dont les politiques de migration sont intransigeantes se sont désengagés du nouveau Pacte mondial pour la migration, entre le moment de la finalisation de l'accord et sa signature.

Troisièmement, les dirigeants peu scrupuleux introduisent leurs styles de gouvernement personnel dans les affaires internationales, ignorant les institutions, accords et normes existants, agissant personnellement et unilatéralement ou concluant des accords bilatéraux avec d'autres dirigeants autoritaires, sapant le multilatéralisme et rendant plus difficile le contrôle de leurs actes. Tout semble potentiellement faire l'objet de négociations et rien ne peut être assuré au niveau international, pas même les normes internationales en matière de droits de l'homme, pourtant vieilles de plus de 70 ans et qui sous-tendent l'action de la société civile. Nous nous dirigeons peut-être vers une crise généralisée du système multilatéral.

Bien que la plupart des membres de la société civile aient l'instinct de défendre les institutions internationales, nous pouvons en même temps

remettre en question la valeur de nos engagements avec elles et nous demander quels types d'efforts nous devrions déployer auprès d'institutions qui sont de moins en moins en mesure d'agir. Les échecs du multilatéralisme – comme en témoigne l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil de sécurité des Nations Unies – ont contribué à rendre possibles les attaques contre le système international. La société civile ne doit ni défendre un système déficient ni s'en détourner, mais plutôt affirmer une forme plus efficace de multilatéralisme. Nous devons forger et développer des alliances pour des réformes démocratiques internationales qui renforcent les institutions et les rendent plus pertinentes en les ouvrant aux voix des citoyens plutôt qu'au pouvoir de l'État.

ÉLECTIONS FRAUDULEUSES : LA NOUVELLE NORMALITÉ ?

2018 a apporté quelques surprises démocratiques, lorsque les dirigeants et les partis autoritaires en place, malgré toutes leurs tentatives pour obtenir des votes en leur faveur, ont été destitués de leurs fonctions par des citoyens refusant d'être intimidés, et utilisant leurs votes pour défier le pouvoir établi – par exemple, en République démocratique du Congo, en Malaisie et aux Maldives. Il y eu aussi quelques rares exemples – en Équateur et en Éthiopie – de dirigeants nouvellement élu ayant mené à bien des réformes qui ont permis une expansion des libertés démocratiques et de l'espace civique. Ces changements, où qu'ils se produisent, appellent à un engagement renouvelé de la société civile pour obliger les nouveaux dirigeants politiques à rendre compte de leur pouvoir et à garantir que le changement réponde aux besoins fondamentaux des populations. Mais ces exemples positifs ont été neutralisés par le grand nombre d'élections biaisées, frauduleuses et factices de 2018 – entre autres en Azerbaïdjan, au Cambodge et en Égypte. Les élections non-libres risquent de devenir la nouvelle normalité.

En réponse à cette situation, nous devons faire campagne pour l'élaboration de nouveaux standards internationaux pour les élections, notamment en ce qui concerne l'indépendance des principales institutions électorales, la gestion de la désinformation malveillante et la prévention des ingérences extérieures camouflées. Nous devons réclamer beaucoup plus d'espace pour la surveillance et le suivi des élections, dirigés par les citoyens. Nous devons nous opposer aux notions étroites de souveraineté qui sont revendiquées de manière agressive dans le but d'éviter tout contrôle des pratiques électorales.

“

LA SOCIÉTÉ CIVILE NE DOIT NI DÉFENDRE UN SYSTÈME DÉFICIENT NI S'EN DÉTOURNER, MAIS PLUTÔT AFFIRMER UNE FORME PLUS EFFICACIE DE MULTILATÉRALISME.

”



Les manifestants en faveur du droit à l'avortement ont défié les groupes anti-droits humains en se réunissant devant le Congrès à Buenos Aires, en Argentine, pour accompagner un vote décisif en juin.

Crédit : Agustín Marcarian/Getty Images

LES SBIRES DU POPULISME DE DROITE : LE POUVOIR ACCRU DES GROUPES ANTI-DROITS

En 2018, le populisme de droite s'est mobilisé contre les rangs de la société civile progressiste et orientée vers les droits de l'homme, entre autres par l'intermédiaire de groupes extrémistes qui s'en prennent aux droits de l'homme et à la justice sociale. Les groupes anti-droits se positionnent sur le terrain de la société civile et s'identifient souvent comme des groupes qui en sont issus ; cependant ils ne partagent pas les valeurs fondamentales et progressistes qui motivent nombre d'entre nous à en faire partie. Ils ne partagent pas nos méthodes de travail, qui soulignent l'importance d'un dialogue respectueux vis-à-vis de nos différences. De fait, leur objectif est d'attaquer nos valeurs.

Il y a toujours eu des groupes d'intérêts sectoriels restreints et conservateurs au sein de la société civile, ainsi que de faux groupes de la société civile qui agissent en tant que représentants de l'Etat. Mais la nouveauté est que les groupes anti-droits servent clairement un programme politique, souvent partisan, en attaquant des droits et ceux d'entre nous qui les défendons. Leurs messages sont simplistes et toxiques, mais aussi efficaces. Ces groupes sont de plus en plus confiants, agressifs et organisés ; ils revendiquent des espaces de la société civile aux niveaux national et international, évinçant ainsi les voix légitimes de la société civile. Ils adoptent même le langage des droits et l'utilisent contre nous, par exemple en prétendant parler des droits des enfants à naître afin d'attaquer les droits des femmes, ou des droits des personnes de la classe ouvrière contre les migrants. Ils se connectent les uns aux autres, partagent des tactiques et des messages et reçoivent un financement international, en particulier de la part de groupes évangéliques américains.

En réponse, nous devons explorer la possibilité de reconsidérer la société civile comme une sphère progressiste, fondée sur les droits, politique mais non partisane, où les gens sont rassemblés par des valeurs communes de

droits humains, d'élan humanitaire et de compassion, où la diversité des opinions est reconnue, sans empêcher un débat tolérant et ouvert sur nos différences. La haine n'a pas sa place dans la société civile. Tout en travaillant à jeter des ponts avec ceux qui ne partagent pas nos points de vue, mais qui sont ouverts à la discussion, nous ne devrions pas avoir peur de dénoncer les forces malveillantes qui ne trouveront jamais leur place dans la famille de la société civile.

DEMONTRER NOTRE POUVOIR : CAPACITE D'ACTION ET ACTION

Il est nécessaire de reconnaître, de célébrer et d'apprendre des nombreuses avancées et réussites de la société civile en 2018. Quand on regarde les grandes mobilisations de 2018 – pour les droits des femmes, les droits des LGBTQI, les droits des migrants et des réfugiés, le contrôle des armes, l'action pour le climat, et contre les dictatures, la corruption et l'austérité – les succès sont souvent le fruit de mobilisations qui ont amené des gens à agir pour la première fois. Ce sont souvent des jeunes n'ayant jamais connu d'échec, ne prenant pas de précaution pour poser les grandes questions concernant le pouvoir et sa répartition, ne craignant pas de prendre des risques. Les mobilisations ont bien fonctionné lorsqu'elles ont regroupé les néophytes de l'activisme et ceux en ayant une vaste expérience, tirant les leçons des succès et échecs des mobilisations passées, combinant l'imagination et la force visionnaire avec un travail de fond et une mise en réseau, et reliant le pouvoir de l'action individuelle – dans les rues et les réseaux sociaux – avec celui de l'action collective. Les mouvements se sont inspirés les uns les autres, tant à l'intérieur des pays qu'à l'international: les protestations américaines au sujet de l'agence de migration nationale se sont propagées d'une ville à l'autre. Ailleurs, le mouvement de grève des écoles contre le changement climatique a reconnu s'être inspiré des protestations pour le contrôle des armes à feu, qui étaient elles-mêmes influencées par des mouvements antérieurs tels que *Black Lives Matter* et *Occupy*. Les mobilisations ont mieux fonctionné lorsque les mouvements se sont démocratisés et

organisés au niveau local, permettant aux gens de prendre le contrôle de leurs propres actions et de s'approprier leurs luttes.

En tant que société civile organisée, nous devons nous appuyer sur ces succès, reconnaître et cultiver la soif de participation au niveau local qui a suscité tant de grands mouvements cette année. Nous devons avant tout nous tourner vers les individus, reconnaître leur capacité d'action et trouver des manières de la soutenir, de la développer et de lui donner les moyens de se réaliser. Nous devons aider à créer des espaces où les gens peuvent mener leurs propres luttes, travailler à construire à partir des réponses individuelles, connecter les gens et aider à mettre en place des actions multidimensionnelles qui transcendent les divisions ; enfin, relier les actes individuels par des campagnes audacieuses qui posent les grandes questions concernant le pouvoir structurel. En tant que société civile, beaucoup d'entre nous le font déjà, mais nous devons maintenant le faire davantage, et de façon plus pertinente.

La montée rapide de l'extrême droite est devenue l'un des grands défis de l'histoire moderne de la société civile. Des certitudes il y a encore quelques années, se sont maintenant effondrées. Nous vivons dans un monde où les choses changent rapidement et où tout semble en négociation permanente. Mais la rapidité de ce changement et le dynamisme de l'époque suggèrent une opportunité de mobiliser, de lancer de nouveaux débats, de remporter des argumentaires, d'amener des membres de coalitions négatives à des alliances positives et de transformer nos sociétés. Si tout doit être renégocié, alors c'est certainement possible de le faire pour le mieux. Les réussites et les percées de 2018 donnent à penser que nous sommes peut-être déjà en train de franchir le cap. Dans une société civile progressiste et axée sur les droits, il est maintenant temps de passer à la vitesse supérieure. Avec du courage, de l'engagement et de l'optimisme, de vrais changements peuvent survenir.



Le mouvement "Los machos nos matan en México" a organisé une manifestation en novembre pour dénoncer la disparition et le meurtre de femmes.

Crédit: Pedro González Castillo/Getty Images

RECOMMANDATIONS

En ce qui concerne les quatre domaines clés de l'action de la société civile à partir de 2018, énoncés dans ce rapport, les principales recommandations suivantes sont proposées pour le suivi de la société civile :

- **Pour être en phase avec l'indignation des gens face aux problèmes quotidiens**, en tant que société civile, nous devons nous mobiliser pour faire en sorte que la colère du public face au déni des droits économiques débouche sur des opportunités de changement politique significatif. Nous devons développer notre culture économique et faire de la lutte contre les inégalités économiques une préoccupation centrale de notre travail. Nous devons développer et promouvoir de nouvelles idées sur la démocratie économique afin d'avoir des économies plus justes et inclusives. Nous devons établir de meilleures relations entre les syndicats, les universitaires, les groupes de réflexion et d'autres secteurs de la société civile pour développer des alternatives économiques. Nous devons nous assurer que les normes internationales en matière de maintien de l'ordre lors de manifestations, de contrôle des foules et de recours à la force et aux armes à feu sont rigoureusement respectées, que les abus sont dénoncés et que ceux qui utilisent la violence contre ces manifestations en sont tenus responsables.
- **Pour améliorer l'état de la démocratie au niveau national**, en tant que société civile nous devons élaborer et préconiser de nouvelles normes pour les institutions de gestion des élections qui soient exemptes de contrôle politique et soumises à la responsabilité démocratique, ainsi que de nouvelles normes pour éviter la désinformation et les ingérences illicites pendant les périodes électorales. Nous devons nous engager à accroître le rôle des citoyens dans la surveillance et le suivi des élections. Nous devons dialoguer avec les nouveaux gouvernements à mesure qu'ils arrivent au pouvoir pour faire pression en faveur de meilleures conditions en matière d'espace civique et de libertés démocratiques. Nous devons intégrer la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance dans notre travail en tant que société civile afin que les gens puissent percevoir le changement sur les questions fondamentales qui les concernent. Dans ce contexte, nous devons exiger une prise de décision inclusive dans laquelle les opinions de tous les citoyens sont entendues, et non pas seulement celles des grands ensembles de population.
- **Pour lutter contre l'exclusion et revendiquer des droits**, en tant que société civile, nous devons plaider en faveur d'une démocratie locale plus étendue et de meilleure qualité, et investir dans le développement et la création d'espaces au niveau local où les gens peuvent commencer à faire entendre leurs voix et poser leurs propres questions, et où les mouvements sociaux peuvent prendre forme. Nous devons de toute urgence travailler avec les citoyens pour cocréer une nouvelle stratégie qui prenne le pas sur le pouvoir accru du populisme de droite et mobilise les citoyens en colère autour d'une meilleure alternative. Nous devons développer une nouvelle approche pour analyser et combattre le pouvoir grandissant des groupes anti-droits humains. Nous devons plaider en faveur du droit à l'action humanitaire pour aider ceux qui sont le plus privés de leurs droits.
- **Au niveau international**, en tant que société civile, nous devons plaider pour le multilatéralisme comme seule réponse crédible face aux grands enjeux transnationaux du moment. Nous devons affirmer la valeur du multilatéralisme et dénoncer les échecs de l'unilatéralisme et du bilatéralisme, et plaider pour un système multilatéral plus démocratique qui donne plus de place à l'expression des citoyens. Nous devons renforcer l'esprit internationaliste, notre humanité commune et l'importance centrale de la compassion dans toutes nos déclarations et toutes nos actions.

CRÉDITS

ENTRETIENS

- Activiste anonyme, Cambodge: *'We need to bring back to life the spirit of the Paris Peace Agreement'*, février 2019
- Ivana Bacik, sénatrice du parti travailliste Irlandais: *'The Irish referendum, an exercise in deliberative democracy'*, juillet 2018
- Gayoon Baek, Jeju Dark Tours, Corée du Sud: *'Achieving victory by our own hands'*, octobre 2018
- Daniel Barragán, Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Territoire, Universidad de Los Hemisferios, Equateur: *'Hoy existen mejores condiciones para el ejercicio de las libertades democráticas'*, février 2019
- Janvier Bigirimana, Forum de la Société Civile d'Afrique Orientale et campagne «Tournons La Page», Burundi: *'Burundi referendum a blatant violation of its constitution'*, mai 2018
- Martyna Bogaczyk, Fondation Education pour la Démocratie, Pologne: *'We are increasingly seeing the dark side of civil society'*, juillet 2018
- Beatriz Borges, Centro de Justicia y Paz, Venezuela: *'Crisis demands a combined humanitarian and human rights response'*, janvier 2019
- Agnes Callamard, Rapporteur Spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires : *'Counter-terrorism is devouring international law'*, décembre 2018
- Eburne Cárdenas, Centre d'Etudes Légales et Sociales, Argentine: *'El cambio es inevitable, es solo una cuestión de tiempo'*, janvier 2019
- Jesse Chen, Powerline, Etats-Unis: *'Democracy is a struggle that never ends'*, juillet 2018
- Jaclyn Corin and Matt Deitsch, March for Our Lives, Etats-Unis: *'Democracy is not failing the American people – politicians are'*, juin 2018
- Karena Cronin and Ryan Spain, Fondation Andrew Goodman, Etats-Unis: *'Voices of vulnerable groups are suppressed if their votes are not counted'*, mars 2019
- Abdel-Rahman El Mahdi, Initiative pour le Développement du Soudan: *'Demands for political change are fuelled by brutal state response to protests'*, février 2019
- Jean Marc-nel Etienne, Union des Frères pour le Développement Alternatif Intégré, Haïti: *'Les conditions pour la démocratie n'ont pas été réunies'*, décembre 2018
- Jean-Marie Fardeau, Vox Public, France: *'Il faut relier les organisations plus traditionnelles des droits humains avec celles issues des minorités visibles'*, août 2018
- Michel Forst, Rapporteur Spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains: *'Human rights defenders are ordinary people doing extraordinary things'*, mars 2019
- Aída Gamboa, Derecho, Ambiente y Recursos Naturales, Pérou: *'Escazú: El trabajo de la sociedad civil hizo una enorme diferencia'*, février 2019
- Paulina Garzón, María Marta Di Paola, Sofia Jarrín et Julia Cuadros; Initiative pour les investissements responsables Chine – Amérique Latine, Fondation Environnement et Ressources Naturelles, Argentine, Centre des Droits Economiques et Sociaux, Equateur et CooperAcción, Pérou: *'Invocamos el principio de extraterritorialidad para llamar al Estado chino a rendir cuentas del impacto de sus inversiones en América Latina'*, novembre 2017
- Javier Gómez Aguilar, Centre d'Etudes pour le Développement Laboral et Agraire, Bolivie: *'Bolivia: Limitación de los espacios a salvo de la cooptación o la represión estatal'*, janvier 2019
- Cristián León González, Voces Católicas, Chili: *'Las protestas revelaron la falta de accountability de la Iglesia Católica'*, janvier 2019
- Anand Grover, Collectif d'Avocats, Inde: *'When justice is on your side, you have to keep on fighting'*, janvier 2019
- Anna-Carin Hall, Kvinna till Kvinna (Woman to Woman), Suède: *'Swedish civil society needs to defend democracy at the grassroots level on a daily basis'*, septembre 2018
- Fernanda Hopenhaym, Projet sur l'Organisation, le Développement, l'Education et la Recherche (PODER): *'Tratado Vinculante: No es una bala de plata, pero será un paso adelante en la regulación del excesivo poder corporativo transnacional'*, septembre 2018
- Shahindha Ismail, Réseau Démocratique des Maldives: *'The Maldives: Civic space is practically nonexistent now'*, septembre 2018
- Peter Jacob, Centre pour la Justice Sociale au Pakistan: *'Democratic forces have become weak due to prolonged military regimes'*, novembre 2018
- Emanuel Johansen Campos, Alternativas y Capacidades, Mexique: *'Buscamos incidir en las políticas públicas del próximo gobierno para contribuir a solucionar los problemas del país'*, août 2018
- Linda Kavanagh, Abortion Rights Campaign, Irlande: *'People have power, even if they usually don't feel like they do'*, juillet 2018
- Albin Keuc, Slovenian Global Action: *'A fragmented political reality'*, septembre 2018
- Giorgia Linardi et Julian Pahlke, Sea-Watch et Jugend Rettet: *'Migration: The way our countries are treating refugees – this is not the Europe we want'*, décembre 2018
- Pascal Mupenda, Partenariat pour la Protection Intégrée (PPI), RDC: *'Les élections de 2018 portaient l'espoir de l'alternance'*, janvier 2019
- Anna Nguyen, VOICE, Vietnam: *'We hope UN member states will listen to civil society'*, janvier 2019

- Marcos Orellana, Human Rights Watch: ‘Escazú: A milestone on the road to ending Latin America’s environmental conflicts’, février 2019
- Timothy Pagonachi Mtambo, Centre pour les droits humains et la Réintégration, Malawi: ‘Fed up with corruption, civil society organises Malawians to take to the streets’, janvier 2018
- Cristina Palabay, Alliance Karapatan pour le Progrès des Droits des Peuples, Philippines: ‘All positive developments have been driven by civil society’s persistence’, février 2019
- Alicia Pantoja, Manos Veneguayas, Uruguay/Venezuela: ‘El venezolano no emigra en busca de mejores oportunidades, sino para salvar su vida’, octobre 2018
- Paula Raccanello Storto, Centre d’Etudes Avancées du Secteur Tertiaire, Université Catholique de Sao Paulo, Brésil: ‘The new government has come to establish a regressive anti-rights agenda’, février 2019
- Jasmin Ramsey, Centre pour les Droits Humains, Iran: ‘Women are the thorn in the sides of hardliners’, février 2019
- Sohrab Razzaghi, Institut d’Activistes Volontaires, Iran: ‘A new generation of civic-minded, courageous activists is rising’, janvier 2019
- Corina Rodríguez, Mujeres por un Desarrollo Alternativo para una Nueva Era (DAWN), Argentine: ‘G20: El activismo global debe reconectarse con las experiencias reales de la gente en los territorios’, mars 2019
- Rangsiman Rome, Groupe de Restauration de la Démocratie, Thaïlande: ‘We are an activist group that seeks to restore faith in democracy’, juillet 2018
- René Rouwette, Kompass, Pays-Bas: ‘Dutch citizens feel a major disconnect from politics’, novembre 2017
- Amaru Ruiz, Réseau nicaraguayen pour la Démocratie et le Développement Local, Nicaragua: ‘Las protestas expresaron un reclamo articulado de democracia genuina, basada en el respeto de la voluntad popular’, septembre 2018
- Aasim Saeed, Pakistan: ‘The environment for civil society is suffocating’, février 2019
- Susannah Sirkin, Médecins pour les Droits Humains: ‘Nobel Peace Prize: Congolese doctor and Iraqi survivor recognized for efforts to end wartime sexual violence’, décembre 2018
- Ranhee Song, Korea Women’s HotLine, Corée du Sud: ‘#MeToo is a feminist movement, and feminism perfects democracy’, juin 2018
- Silvia Stilli, AOI, Italie: ‘What is underway is the promotion of an unequal society’, juillet 2018
- Gayathry Venkiteswaran, Université de Nottingham – Campus de Malaisie: ‘People invested in wanting a change’, mai 2018
- Kaspars Zālītis, Mozaika – Association de personnes LGBTQI et leurs amis, Lettonie: ‘Faced with hatred, we focus on delivering a human rights message’, septembre 2018

CONTRIBUTIONS DES INVITÉS

- Veronika Móra, Ökotárs – Fondation Hongroise pour les Partenariats Environnementaux: ‘Democratic backsliding and civil society response in Hungary’, juin 2018
- Artur Sakunts, Assemblée des Citoyens d’Helsinki– Vanadzor, Arménie: ‘Learning how to live and to act in free conditions’, août 2018
- Fisseha Tekle, Amnesty International: ‘Ethiopia: the need for comprehensive, speedy and inclusive reform’, juillet 2018

CIVICUS

Equipe de rédaction et de recherche: Andrew Firmin, Inés M. Pousadela, Mandeep Tiwana

Equipe de Communication: Grant Clark, Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith, Deborah Walter

Equipe CIVICUS Monitor: Marianna Belalba, Josef Benedict, Sylvia Mbataru, Dom Perera, Ine Van Severen

Autres membres de l’équipe CIVICUS: Clara Bosco, Marina Cherbonnier, David Kode, Andrés Riva Casas, Lyndal Rowlands, Susan Wilding

Conception: Robin Yule

CONTACTEZ-NOUS

CANAUX NUMÉRIQUES

 civicus.org

 info@civicus.org

 [@CIVICUSalliance](https://www.facebook.com/CIVICUSalliance)

 [/CIVICUS](https://twitter.com/CIVICUS)

SIÈGE SOCIAL

25 Owl Street, 6ème étage

Johannesbourg

Afrique du Sud

2092

Tel: +27 (0)11 833 5959

Fax: +27 (0)11 833 7997

CENTRE DE L'ONU: NEW-YORK

205 East 42nd Street, 17ème étage

New York, New York

Etats-Unis

10017

CENTRE DE L'ONU: GENÈVE

11 Avenue de la Paix

Genève

Suisse

CH-1202

Tel: +41 (0)22 733 3435